

PS

SP

POIVRE & SEL SALZ & PFEFFER

Revue du Parti socialiste Fribourgeois | Magazin der Sozialdemokratischen Partei Freiburg
www.ps-fr.ch | www.sp-fr.ch



Votations | 02

> Initiative cantonale sur la transparence



Politique des Migrant-e-s | 03

> Migrant-e-s en politique



Politique nationale | 04 - 05

> Tentative d'assinat du service public
> Gleichstellung



Politique cantonale | 06 - 07

> Fusion Grand Fribourg
> Latec



Agenda | 08



Nous avons toutes et tous été surpris du refus, très serré certes, mais refus quand même du paquet Prévoyance 2020. Le compromis, arraché aux chambres fédérales, l'a été

grâce à l'immense travail de notre Conseiller Fédéral Alain Berset. Et si l'on se souvient du score des dernières tentatives de modifications, soit du taux de conversion, soit de l'amélioration de l'AVS, on ne peut que reconnaître le travail effectué qui a rassemblé une personne sur deux derrière cette solution.

Mais voilà, le résultat est négatif et le statu quo, voulu par la droite dure et par une gauche dogmatique, est très dur pour les personnes qui devront se contenter de l'AVS, pour celles et ceux qui n'ont qu'une petite rente de prévoyance, pour celles et ceux qui perdront leur travail après 58 ans, et la liste n'est pas exhaustive. Aujourd'hui les banques récupèrent ce "non" en faisant la promotion du 3e pilier. C'est de bonne guerre direz-vous, mais qui peut se payer une telle assurance alors que le salaire minimum de 4'000.- n'est pas encore garanti ? Le travail à faire reste donc entier, car l'espérance de vie augmente ce qui est bien sûr réjouissant. Mais nous serons toutes et tous confrontés, à plus ou moins court terme, au problème auquel les caisses de pensions devront faire face. Comment payer les retraites ? Où trouver l'argent ? Les rendements des capitaux dits sérieux ne sont plus bien hauts et la tentation d'aller placer notre argent dans des investissements à risques grandit. Plus que jamais nous devons essayer de renforcer l'AVS pour s'éloigner du Monopoly auquel jouent les caisses de pensions.

Nous avons une solution, les citoyennes et citoyens l'ont rejetée. Surtout n'abandonnons pas, continuons le combat, pour que les travailleuses et travailleurs puissent vivre dignement leur retraite.

Benoit Piller
Député, Président PSF



EDITORIAUX

Liebe Leserin, lieber Leser

Die Ernüchterung und die Enttäuschung war gross nach dem Abstimmungssonntag Ende September, als feststand, dass die Altersvorsorge 2020 knapp abgelehnt worden ist. Das bedeutet

weiterhin eine Unsicherheit über die Finanzierung der AHV und grosse Fragezeichen zur obligatorischen beruflichen Vorsorge, die wegen der hohen Umwandlungssätze nicht den nötigen Ertrag zu erwirtschaften vermag. Weder FDP noch SVP konnten nach der gescheiterten Reform einen Plan B, eine mögliche Lösung zur Sicherung unserer Renten vorlegen. Klar ist nur: Es wird nicht einfach sein, eine neue mehrheitsfähige Vorlage zu erarbeiten. Und wir, liebe Mitglieder der SP Freiburg, werden uns weiterhin einsetzen für eine sichere Altersvorsorge: für Renten, die es erlauben, nach der Pensionierung das gewohnte Leben weiterzuführen, wie es die Bundesverfassung verspricht; für ein Rentenalter, das es allen ermöglicht, noch mit Energie und möglichst bei guter Gesundheit das Alter, den dritten Lebensabschnitt, zu geniessen – und für eine Finanzierung, die gerecht und solidarisch ist. Ausnahmsweise enthält die vorliegende Ausgabe von Salz & Pfeffer keine Informationen zu einer nächsten Abstimmung. Die kantonale Transparenz-Initiative kommt nicht wie ursprünglich geplant im November vors Volk. Erst im nächsten Frühjahr, genauer am 4. März 2018, wird darüber abgestimmt werden. Das Thema der Transparenz ist daher sicher ab Beginn des neuen Jahres aktuell und wird in der nächsten Ausgabe unseres Magazins im Fokus stehen.

Sicher ist, auch ohne Abstimmungsvorlage gibt es Interessantes zu lesen. Nun wünschen wir euch eine spannende Lektüre – und schaut auch wieder mal auf Facebook rein: <https://www.facebook.com/psf.spf>

Ursula Schneider Schüttel,
Nationalrätin, Vize-Präsidentin SPF

02

Votations



INITIATIVE CANTONALE SUR LA TRANSPARENCE DU FINANCEMENT POLITIQUE

En 2015, la jeunesse socialiste fribourgeoise a lancé sa toute première initiative populaire. Sur décision du Conseil d'Etat, **la votation n'aura pas lieu le 26 novembre prochain mais le 4 mars 2018.**

La situation actuelle

La Suisse est un des seuls pays européen à n'être pas doté d'une loi sur la transparence du financement des partis politiques. En 2016, la Suisse est une nouvelle fois épinglée dans un rapport du GRECO (Groupes des Etats contre la corruption) pour son manque de transparence de la politique. Au niveau cantonal, Genève, Neuchâtel et le Tessin disposent de réglementations sur les comptes des partis politiques.

Que demande l'initiative ?

L'initiative demande aux partis politiques de publier leurs sources de financement ainsi que leur budget total en particulier lors de campagnes électorales et de votations. Les dons de plus de 5000.- doivent être rendus publics.



La transparence des financements politiques permettra :

- De renforcer la démocratie : toutes et tous les citoyen-ne-s disposent de toutes les informations pour se forger librement une opinion.
- D'arrêter avec l'opacité du système actuel et de lever le voile sur un financement obscur de la politique.
- De constater que les donations ne sont pas toutes désintéressées : certaines soutiennent les intérêts de quelques privilégiés au détriment des intérêts du peuple.
- De rétablir la confiance des électeurs et électrices en nos politicien-ne-s et en nos institutions.

Oxel Suarez

Jeunesse socialiste fribourgeoise

2015 lancierten die Freiburger Jungsozialisten ihre allererste Volksinitiative. Die Abstimmung findet nun aber nicht wie ursprünglich geplant am 26. November statt. Der Staatsrat hat beschlossen, den Termin auf den 4. März 2018 zu verschieben, da im November keine Bundeswahl stattfinden wird. Die Schweiz ist eines der wenigen europäischen Länder, die kein Gesetz über die Transparenz der Parteienfinanzierung haben. Diese Initiative ist daher dringend notwendig, damit die politischen Parteien verpflichtet werden, ihre Finanzierungsquellen zu veröffentlichen

Transparenz in der Parteifinanzierung erlaubt es :

- Unsere Demokratie zu stärken : alle Bürgerinnen und Bürger verfügen über alle notwendigen Informationen um sich unabhängig eine Meinung zu bilden
- Den Schleier, der über der undurchsichtigen Parteienfinanzierung schwebt, zu heben und mehr Licht ins aktuelle politische System zu bringen
- Festzustellen, dass Spenden nicht neutral und uneigennützig sind : Einige vertreten klar die Interessen einer privilegierten Minderheit gegenüber der Mehrheit der Bevölkerung
- Das Vertrauen der Wählerinnen und Wähler in unsere Politiker und Institutionen zu stärken

03

Politique des Migrant-e-s



MIGRANT-E-S EN POLITIQUE

Constituant près de 20 % de la population suisse, les migrant-e-s sont incontestablement une grande force politique. Il est évident qu'ils/elles sont sous-représenté-e-s sur la scène politique en Suisse. Bien que le PS possède une bonne réputation auprès des personnes immigrées en Suisse, elles ne sont pas non plus suffisamment représentées au sein du parti. Comme bon nombre le considère susceptible de répondre à leurs espoirs et leurs attentes, il est nécessaire de changer cela. L'objectif principal du PS Migrant-e-s est ainsi de faire en sorte que les personnes issues de la migration disposent, à l'avenir, d'une meilleure représentation politique à l'interne comme à l'externe du parti.

Depuis le Congrès des 3 et 4 décembre 2016 à Thoune, le parti a reconnu le PS Migrant-e-s dans son statut comme organe du PS suisse. Le rang statutaire correspond à celui des Femmes socialistes et du PS 60+.

Le PS Migrant-e-s dispose d'un Comité et les partis cantonaux ont désigné deux représentant-e-s au Comité central, donc deux pour Fribourg, Monsieur Rêzan Zehre et Madame Gülnihal Jurasin. Plusieurs sections de PS cantonaux ont mis sur pied des structures de ce type, notamment Argovie, Bâle-Ville, Berne, Soleure, St. Gall, Valais romand, Vaud et Zurich, des efforts similaires sont faits dans les autres partis cantonaux, notamment à Fribourg.

En effet, le PS Migrant-e-s suisse se considère comme un mouvement d'égalité social-démocratique. Il s'engage pour la participation politique des personnes issues de la migration à l'intérieur et à l'extérieur du PS.

Son but est l'égalité de tou-te-s les migrant-e-s, que ce soit dans la société ou le domaine politique, économique, social ou culturel, la mise en œuvre des droits humains et l'élimination de la discrimination envers les migrant-e-s.

Parallèlement, le PS Migrant-e-s soutient, en tant qu'intermédiaire, le PS Suisse dans son engagement dans les pays d'origine des migrantes et des migrants en faveur des valeurs et de la politique socialistes, comme la paix, la résolution pacifique des conflits, l'émancipation, l'autodétermination, l'égalité de toutes et de tous et la fin de l'exploitation.

Rejoignez-nous pour réaliser nos objectifs à Fribourg en faveur des migrant-e-s.

Pour contact : rezan.zehre@hotmail.com et gnyat@yahoo.com

Rezan Zehre
PS Migrant-e-s fribourgeois



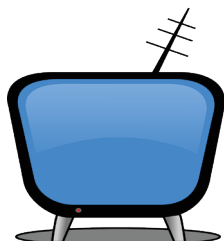


MEDIAS: TENTATIVE D'ASSASSINAT DU SERVICE PUBLIC

Sous prétexte que le consommateur ne doit payer que sa consommation effective, l'initiative NO Billag exige la suppression pure et simple des redevances radio et télévision. En cas d'acceptation populaire, c'est la mort annoncée de la SSR. Même résultat avec le contre-projet soutenu par Economiesuisse, qui n'exige «que» la diminution de moitié de la redevance. Lancée par les jeunes UDC et PLR, les deux textes visent au fond une mise à mort du service public médiatique.

Après les fusions de rédactions, les suppressions de titres et de postes de travail, il s'agit d'un nouvel assaut contre le pluralisme des médias. Pourtant, la sphère publique démocratique dépend d'un service public de presse et d'un quatrième pouvoir fort, dans toutes les régions linguistiques du pays. Pour mener à bien cette tâche, la SSR a besoin de moyens adéquats. Détruire la SSR revient à affaiblir la démocratie. La SSR n'est pas une vache sacrée, mais en tant que service public, elle a une mission journalistique à remplir. Quadrilingue, notre petite démocratie directe se nourrit de médias indépendants, qui servent de forums pour les débats nationaux.

L'initiative «No-Billag» aurait aussi bien pu s'appeler l'initiative «No-SSR». Si elle est acceptée, une grande partie des 6 000 places de travail de la SSR sera remise en cause, des postes de journalistes et d'animateurs passeront à la trappe. Et il n'y a pas que la SSR à être touchée, puisque 34 chaînes de radio et télévision régionales privées



touchent aussi une part de redevance. Dans ces chaînes concessionnées, pas moins de 1 000 équivalents plein temps sont menacés. Sans redevance, pas de miracle: les offres de service public des stations de radio et TV fondraient comme neige au soleil.

Je trouve inquiétant qu'Economiesuisse, qui est tout de même la plus grande association patronale du pays, soutienne le contre-projet. Affaiblir le débat démocratique ne lui pose aucun problème. Cette position active contre le journalisme et contre la pluralité des médias pose la question de ses motivations. Economiesuisse fait elle des «avances» à l'UDC, ou a-t-elle un problème avec les médias qui la dérangent? L'économie aimerait passer à des médias entièrement privés. Mais le mouvement de concentration en presse écrite montre bien à quelle impasse ce modèle conduit, une concentration inquiétante du point de vue de la diversité de la presse et de la liberté d'expression.

Valérie Piller Carrard
Conseillère nationale, PS Cheyres



05 Politique nationale



GLEICHSTELLUNG

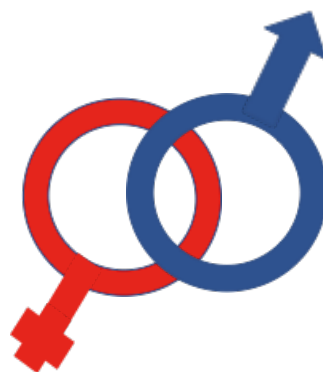
Vor kurzem hat die Bundesratswahl das Thema wieder in den Fokus gerückt: die Frauenvertretung in der Politik, im Bundesrat, in Verwaltungsräten. Sie ist nach wie vor unterdurchschnittlich. Seit 1971 haben die Frauen das Stimm- und Wahlrecht. Von Null auf mussten sie sich Sitz für Sitz in den Parlamenten und Exekutiven erobern. Im Nationalrat liegt der Frauenanteil mittlerweile immerhin bei 32.5%, im Ständerat bei geringen 15.2%. Im Bundesrat sitzen gerade noch zwei Frauen, zu den besten Zeiten waren es vier. Ein Rücktritt ist bereits angekündigt. Und danach? Können wir auf wenigstens zwei Bundesrätinnen hoffen?

Die Bundesratswahlen führten unter uns Frauen im Nationalrat zu intensiven Diskussionen: wie erreichen wir eine bessere Vertretung der Frauen in der Politik, im Beruf? Und da fiel es wieder, das Unwort „Quotenfrau“. „Wer will schon eine Quotenfrau sein“, hiess es. Oder: „Wenn eine Frau will, dann schafft sie es auch ohne Quote“. Da bin ich nicht einverstanden. Eine Frau steht nie nur zur Wahl, weil sie eine Frau ist. Jede Frau, die es so weit bringt, dass über ihre Wahl nachgedacht wird, bringt garantiert etliche Kompetenzen mit. Also hören wir auf, Quoten zu verteufeln. Ich bin überzeugt, ohne die Vorgabe von Quoten ist eine Gleichstellung nicht zu schaffen.

Auch in Wirtschaft und Beruf sind wir von der Gleichstellung weit entfernt. Obwohl seit 1981 in der Bundesverfassung (Art. 8 Abs. 3 BV) verankert, ist die berufliche Gleichstellung von Mann und Frau nicht umgesetzt. Der Lohnunterschied beträgt immer noch bis zu 20 Prozent, in Verwaltungsräten ist der Frauenanteil in Schweizer Unternehmen ausgesprochen tief (2016: Schweiz auf Rang 42 von 59 Ländern mit mehr als zehn befragten Unternehmen). Eine Gleichstellung ist auch hier ohne Quoten offenbar nicht zu erreichen. Das hat der Bundesrat erkannt: Ende 2016 hat er die Botschaft zur Revision des Aktienrechts verabschiedet, sie wird nächstens in der zuständigen Kommission behandelt. Mit der Modernisierung des Aktienrechts soll zwecks

Umsetzung des Verfassungsauftrags u.a. die Vertretung beider Geschlechter im Verwaltungsrat und in der Geschäftsleitung grosser, börsenkotierter Gesellschaften mittels Richtwerte verbessert werden. Im Verwaltungsrat sollen mindestens 30%, in der Geschäftsleitung mindestens 20% Frauen vertreten sein. Sanktionen sind nicht vorgesehen. Die Aktiengesellschaft ist einzig verpflichtet, die Nichteinhaltung der Richtwerte im Vergütungsbericht zu erklären und Verbesserungsmaßnahmen aufzuzeigen. Wir dürfen gespannt sein, ob mit solchen Zielvorgaben erreicht wird, was Unternehmen freiwillig bisher nicht geschafft haben.

Ursula Schneider Schüttel
Nationalrätin, Vice-Präsidentin SP Freiburg





LA GAUCHE DOIT-ELLE CRAINDRE LA FUSION DU GRAND-FRIBOURG?

Avec l'élection des délégué/es à l'Assemblée constitutive, le 26 novembre 2017, le projet de fusion du Grand Fribourg franchira une étape importante. L'Assemblée constitutive aura pour mission d'élaborer une convention de fusion d'ici 2020. Elle débutera ses travaux le 1er février 2018, avec un périmètre provisoire fixé par le Conseil d'Etat et qui comporte les communes d'Avry, Belfaux, Corminboeuf, Fribourg, Givisiez, Granges-Paccot, Marly, Matran et Villars-sur-Glâne, soit les neuf communes sarinoises membres de l'Agglomération de Fribourg.

Il convient de rappeler que ce projet trouve son origine dans une motion déposée par les députés socialistes Ursula Krattinger-Jutzet et Pierre Mauron, motion qui a débouché sur le projet de loi que le Grand Conseil a adopté à la quasi-unanimité le 13 mai 2016. Pour les motionnaires, la fusion du centre cantonal est un enjeu non seulement régional, mais tout autant cantonal, afin de donner au canton de Fribourg une assise à plus grande échelle entre l'arc lémanique et les autres grandes agglomérations suisses. De manière générale, le PSF s'est toujours prononcé en faveur de ce projet ambitieux, mais crucial pour l'avenir de notre canton. Ainsi, lors du lancement du processus en janvier 2017, il considérait que « la fusion du Grand Fribourg constitue, sans conteste, l'un des principaux enjeux de la législature actuelle » (communiqué du PSF du 23 janvier 2017).

Malgré cet engouement, des craintes se font aujourd'hui sentir au sein de la gauche. En effet, si l'on considère les rapports de force politiques au sein des communes

concernées, la future capitale cantonale pourrait être gouvernée par une majorité de droite. Pourquoi le PS défend-il dès lors un projet qui pourrait devenir un auto-sabotage, du moins du point de vue de la ville de Fribourg où la gauche est confortablement majoritaire depuis plusieurs législatures ? Tout simplement parce que ce projet est trop important pour le sacrifier sur l'autel d'intérêts partisans à court terme. En outre, il est aujourd'hui prématuré de spéculer sur des hypothèses de majorités politiques, ce d'autant plus qu'à l'autre bout de l'échiquier politique, on entend des craintes similaires, du genre « les idées de gauche venant de la ville vont envahir toutes les communes fusionnées ». Quoi qu'il en soit, entamer ce projet avec la peur au ventre n'est pas le bon plan. On le sait, la peur est toujours une mauvaise conseillère. Construisons donc ensemble ce qui deviendra la capitale cantonale du XXI^{ème} siècle !

Thierry Steiert
Syndic de la Ville de Fribourg



Mit der Wahl der Delegierten in die konstituierende Versammlung wird das Fusionsprojekt Grossfreiburgs am 26. November 2017 einen wichtigen Schritt machen. Es sei daran erinnert, dass dieses Projekt aus einem Antrag von SP-Grossrätinnen und -grossräten hervorgegangen ist und der Grosse Rat das daraus entstandene Gesetz fast einstimmig verabschiedet hat. Heute äussern vor allem linke Kreise Vorbehalte. Betrachtet man das politische Kräfteverhältnis in den heutigen Gemeinden, könnte die Kantonshauptstadt in Zukunft von einer bürgerlichen Mehrheit regiert werden. Aber dieses Projekt ist zu wichtig, um es kurzfristig auf dem Altar der Partisaneninteressen zu opfern. Lasst uns gemeinsam die Kantonshauptstadt des 21. Jahrhunderts gestalten!



LATEC LE CANTON DE FRIBOURG, TOUJOURS CANCRE OU ENFIN BON ÉLÈVE ?

Voyant l'aménagement catastrophique du territoire durant toutes ces dernières années, la population suisse a accepté à 62.9 % une nouvelle LAT fédérale en 2013, entrée en vigueur en mai 2014. Cette loi, acceptée à Fribourg avec un résultat identique, est très claire et prévoit notamment de lutter contre le mitage du territoire et la spéculation foncière, tout en favorisant la densification des milieux déjà bâtis. Fini donc le temps où un terrain en rase campagne était mis en zone à bâtir, uniquement pour des raisons de copinages commune-propriétaire, dans le but d'assurer le patrimoine du propriétaire foncier par un bas de laine dont l'augmentation de valeur assurée ferait pâlir n'importe quel trader de Wall Street.

Une telle politique semblait logique, sauf pour la droite du Grand Conseil. Début 2016, faisant une application minimale du droit fédéral, elle décida de ne prendre en considération que les éléments strictement contraignants, avec une mauvaise foi digne d'un adolescent récalcitrant. Mais pour lutter contre le mitage du territoire et la spéculation, la droite refusa d'entrer en matière, et ce contre l'avis des communes !

Alors que l'aménagement du territoire est catastrophique dans le canton, où l'on voit pousser des villas au milieu des champs, à l'extérieur des localités, malgré l'existence de terrains en zone non construits au milieu des villages, la droite ne veut toujours pas donner les moyens aux communes pour qu'elles puissent enfin gérer leur territoire. En résumé, en période électorale, on hurle avec les loups pour obtenir le précieux suffrage populaire, et une fois élu on corrige : tout va bien, Mme la marquise, ne faisons rien tout va très bien !

Cette LATeC, parfaitement illégale, a été combattue avec succès au Tribunal fédéral (ATF 1C_222/2016). Unaniment, les juges fédéraux ont estimé que cette loi fribourgeoise était insuffisante et ne répondait aucunement à la LAT en ce qui concerne l'aménagement du territoire. Résultat des courses, retour du projet au Grand Conseil, avec l'obligation cette fois-ci de faire mieux.

Depuis, nous attendons avec grand intérêt le projet de loi qui, je l'espère, répondra cette fois-ci enfin aux critères du droit fédéral, mais surtout au vœu exprimé clairement par la population fribourgeoise, qui ne veut plus ce gaspillage du terrain et cet aménagement désordonné. Construisons et densifions dans les zones urbaines déjà bâties, et laissons les prés et les vergers aux agriculteurs et aux promeneurs. La solution législative paraît toute simple : instaurons un droit d'emption en faveur des communes pour les terrains non construits à l'intérieur des milieux urbains, doublé d'un dézonage automatique lorsque des terrains non construits peuvent être rendus à la nature. La DAEC ayant changé de tête depuis lors, gageons que Jean-François Steiert saura proposer au Grand Conseil une excellente solution.

Pierre Mauron
Député, Chef de groupe

LATeC Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (Loi cantonale)
DAEC Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions
LAT Loi sur l'aménagement du territoire (Loi fédérale)

Die Schweizer Bevölkerung hat im Jahr 2013 mit 62,9% das neue Bundesgesetz über die Raumplanung (RPG) angenommen. Dieses Gesetz bezweckt vor allem die Bekämpfung von Landspekulationen und fördert gleichzeitig die Verdichtung bereits errichteter Siedlungen. Der Grosse Rat hat Anfang 2016 eine minimale Umsetzung dieses Gesetzes auf kantonaler Ebene beschlossen, wogegen die SP vor Bundesgericht Beschwerde eingereicht hat. Dieses hat nun das Freiburger Gesetz für unzureichend erklärt, weshalb der Grosse Rat das Gesetz neu erlassen müssen. Wir sind sicher, dass Jean-François Steiert an der Spitze der RUBD eine hervorragende Lösung vorschlagen wird.

RPG Raumplanungs- und Baugesetz (Kantonalgesetz)
RUBD Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion
RPG Raumplanungsgesetz (Bundesgesetz)

Changement d'adresse :
Parti socialiste fribourgeois
Salz & Pfeffer / Poivre & Sel
Cp 196, 1705 Fribourg



Adhérer dès à présent :
devenir-membre.sp-ps.ch

Jetzt Mitglied werden :
mitglied-werden.sp-ps.ch

AGENDA

15

NOVEMBRE / NOVEMBER

Rencontre des élu-e-s communaux et cantonaux
Treffen der kommunalen und kantonalen
Mandatsträger/-innen

26

Votations cantonales
Kantonale Abstimmungen
FUSION GRAND FRIBOURG

05

DECEMBRE / DEZEMBER

Café national

08

FEVRIER / FEBRUAR 2018

Assemblée des membres
Mitgliederversammlung

04

MARS / MAERZ 2018

Votations fédérales
Eidgenössischen Abstimmungen

18

AVRIL / APRIL 2018

Congrès
Parteikongress



IMPRESSUM

Rédaction / Redaktion
Poivre et Sel, Salz und Pfeffer
Case postale 196, 1705 Fribourg
Tel. 026 422 26 76
CCP / Postkonto 17-1660-3
info@ps-fr.ch

Impression / Druck
Imprimerie Bonny, 1700 Fribourg

Tirage / Auflage : 1390
Parution / Erscheint : 4x an / Jahr
Rédaction / Redaktion
Catherine Thomet, Benoit Piller
Mise en page / Gestaltung
Catherine Thomet